



COMMUNIQUE DE PRESSE

Abuja, Nigeria, le 22 Mars 2026

Page 1 / 3

Direction de la Communication

LA CEDEAO DÉPLOIE UNE MISSION D'OBSERVATION ÉLECTORALE À LONG-TERME EN RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a déployé une Mission d'Observation Électorale à Long Terme (MOELT) dans le cadre de l'élection présidentielle prévue le 12 avril 2026 au Bénin.

Le Président de la Commission de la CEDEAO, S.E. Dr Omar Alieu TOURAY, a autorisé le déploiement de la MOELT conformément aux dispositions des instruments de la CEDEAO. Ce cadre juridique comprend le Traité révisé de 1993, le Mécanisme de 1999 pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, le maintien de la paix et la sécurité, le Protocole additionnel de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance, ainsi que l'article 53(c) du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO adopté en 2008.

Ainsi, quinze (15) experts issus des États membres de la CEDEAO séjourneront dans le pays du 22 mars au 18 avril 2026. Durant cette période, ils seront déployés dans toutes les régions du Bénin. Ces experts disposent d'expertises variées dans des domaines tels que le droit constitutionnel, les affaires politiques, la diplomatie, les médias, les opérations électorales, la prévention des conflits, le genre et l'inclusion, ainsi que les aspects sécuritaires.

Les observateurs de la mission à long terme suivront toutes les étapes clés du processus électoral avant, pendant et après le scrutin. Leurs analyses serviront de mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide afin de contribuer à la prévention et à la gestion de tout conflit susceptible d'être lié aux élections. Les observateurs fourniront des analyses en temps réel, formuleront des recommandations concrètes et contribueront à instaurer un climat de transparence et de confiance, propice à une forte participation citoyenne.

Afin de garantir une coordination efficace de la MOELT en prélude au déploiement de la Mission d'Observation Électorale à court terme qui sera composée d'une centaine d'observateurs, la CEDEAO mettra en place une salle de situation chargée de suivre l'évolution des événements à l'échelle nationale et de publier des mises à jour quotidiennes à l'attention des autorités de la Commission de la CEDEAO pour appréciation.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Abuja, Nigeria, le 22 Mars 2026

Page 2 / 3

Direction de la Communication

À travers le déploiement de la MOELT, la CEDEAO réaffirme son engagement à accompagner le Bénin dans l'organisation d'une élection présidentielle crédible, transparente et pacifique, ainsi que sa détermination constante à promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance, la paix et la stabilité dans la région.

Il convient de rappeler qu'en vertu des dispositions du protocole additionnel de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance, notamment les articles 12 à 14 relatifs à l'appui aux États membres qui organisent des élections, le président de la Commission a déployé une mission d'information préélectorale au Bénin du 7 au 17 janvier 2026. Cette mission avait rencontré les acteurs politiques, notamment les représentants du gouvernement, les coalitions de partis politiques, la Commission Électorale Nationale Autonome (CENA) et plusieurs acteurs de la société civile et avait présenté un rapport de fin de mission à la Commission de la CEDEAO.

-----FIN-----

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Direction de la Communication, Commission de la CEDEAO

Twitter : @ecowas_cedeao – Facebook : Ecowas-Cedeao

www.ecowas.int

A propos de la CEDEAO

C'est le 28 mai 1975 que les chefs d'État et de gouvernement de quinze pays d'Afrique de l'Ouest ont créé la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en signant le traité de la CEDEAO, à Lagos, au Nigeria.

Le traité de Lagos a été signé par les 15 chefs d'État et de gouvernement du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Liberia, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigeria, de la Sierra Leone, du Sénégal et du Togo, avec pour mission déclarée de promouvoir l'intégration économique dans la région. Le président sénégalais était représenté par le ministre des Affaires étrangères. Le Cabo Verde a rejoint l'Union en 1977. Le seul membre arabophone, la Mauritanie, s'est retiré en décembre 2000. La Mauritanie a récemment signé un nouvel accord d'association en août 2017. Le 29 janvier 2025, le Burkina Faso, le Mali et le Niger se sont officiellement retirés de la CEDEAO.

Les États membres actuels de la CEDEAO sont le Bénin, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Nigeria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo.

Considérée comme l'un des piliers de la Communauté économique africaine, la CEDEAO a été créée pour promouvoir l'idéal d'autosuffisance collective de ses États membres. En tant qu'union commerciale, elle vise également à créer un grand bloc commercial unique par le biais de la coopération économique.

Les activités économiques intégrées envisagées dans la zone, dont le PIB combiné s'élève à 734,8 milliards de dollars, concernent, entre autres, l'industrie, les transports, les télécommunications, l'énergie, l'agriculture, les ressources naturelles, le commerce, les questions monétaires et financières, ainsi que les questions sociales et culturelles.



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



COMMUNIQUE DE PRESSE

Abuja, Nigeria, le 22 Mars 2026

Page 3 / 3

Direction de la Communication

En 2007, le Secrétariat de la CEDEAO a été transformé en Commission. La Commission est dirigée par le président, assisté d'un vice-président, de cinq commissaires et du vérificateur général des institutions de la CEDEAO, composé de bureaucrates expérimentés qui assurent la direction de cette nouvelle orientation.

Le budget de la CEDEAO est essentiellement financé par les recettes collectées par le biais de la taxe communautaire. Cette taxe a été introduite pour financer ses activités. Le taux de la taxe communautaire est fixé à 0,5 % de la valeur CAF des marchandises importées des pays non-membres de la CEDEAO.

Dans le cadre de ce processus de renouvellement, la CEDEAO met en œuvre des programmes critiques et stratégiques qui permettront d'approfondir la cohésion et d'éliminer progressivement les obstacles identifiés à une intégration complète. De cette manière, les quelque 300 millions de citoyens de la communauté pourront finalement s'approprier la réalisation de la nouvelle vision qui consiste à passer d'une CEDEAO d'États à une « CEDEAO des peuples » : Paix et prospérité pour tous" d'ici 2050.